

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2201

Artikel: Vie et mort des entreprises : plongée dans des statistiques à la fois passionnantes et frustrantes
Autor: Guyaz, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023236>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

de gauche n'y trouve rien à redire. Tout en faisant le silence sur le cas inverse du canton de Fribourg où la distribution de l'eau reste sauf exception du ressort des communes aux termes de la [loi sur l'eau potable](#) (art. 15-16) entrée en vigueur en juillet 2012.

C'est finalement le 26 mars dernier que le Grand Conseil zurichois a procédé à la deuxième lecture du projet de loi sur les eaux. Avec un nouvel effet de surprise à la clé. En effet, par le score spectaculaire de 151 oui contre 17 non (refus des Verts et d'Alternative de gauche), le Parlement a renvoyé le projet à la commission, réputée avoir «travaillé en amatrice». Avec mission de revoir certains articles concernant [l'agriculture et les rives du lac](#).

Mais tout laisse prévoir que ladite commission ne pourra manquer de revenir sur la proposition PLR de privatisation partielle, à laquelle les citoyens s'opposent traditionnellement.

Résistances omniprésentes

La même réticence se manifeste à l'heure actuelle dans les pays où le marché de l'eau potable connaît un régime plus ou moins libéralisé, [Royaume-Uni](#) en tête. Quant aux propositions faites en 2012 dans ce sens par la [Commission européenne](#), elles ont disparu l'année suivante de l'ordre du jour, suite aux insurmontables résistances qu'elles ont suscitées.

Les radicaux zurichois et leurs alliés de l'UDC auraient tort de poursuivre ce que Bernard

Dafflon nomme un [«combat d'arrière-garde»](#). Leur dogmatisme leur a déjà certainement coûté des voix lors des élections communales du 4 mars dernier.

En définitive, la droite zurichoise serait bien inspirée de ne pas ranger la distribution de l'eau potable parmi les marchés privatisables, même partiellement. Pour deux raisons de nature différente mais concordantes. Raison économique d'abord: la distribution de l'eau potable ne produit [pas de bénéfice](#), car son prix correspond à celui des coûts effectifs d'exploitation et d'investissement. Et raison symbolique ou physiologique ensuite: on consomme l'eau potable comme un aliment de vie, pas comme une source d'énergie ou un moyen de télécommunication.

Vie et mort des entreprises

Plongée dans des statistiques à la fois passionnantes et frustrantes

Jacques Guyaz - 13 avril 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33044>

Les entreprises naissent et meurent comme les individus. De toutes tailles, de tous les métiers, certaines sont en forte croissance, d'autres déclinent, beaucoup stagnent ou disparaissent. Il existe une véritable démographie des sociétés avec des évolutions, des changements au fil du temps. Mais ces transformations sont peu connues, peu documentées.

L'[Office fédéral de la statistique](#) (OFS) s'efforce d'agrégner des données, mais l'exercice reste difficile. Les tableaux ne sont publiés qu'avec trois ans de retard. L'analyse récemment publiée porte sur les années 2013 à 2015 - et encore, tous ne sont pas disponibles aujourd'hui. La dernière [publication annuelle](#) porte sur 2015.

Dans le monde médiatique, il n'est question que des entreprises technologiques créées par de jeunes trentenaires en jeans et en pull, généralement photographiés debout et décontractés, avec en arrière-plan une machine à café ou un baby-foot. On les appelle souvent des *start-up*, terme absurde s'il en est puisqu'il désigne simplement des entreprises à la croissance

très rapide, c'est-à-dire une évolution spécialement favorable réservée à une minorité d'entre elles.

Or, les [statistiques](#) de l'OFS ne signalent pas une augmentation significative du nombre de sociétés technologiques, peut-être en raison d'un découpage par branche peu satisfaisant; mais les secteurs «*information et communication*» et «*activités spécialisées et scientifiques*», qui regroupent sans doute l'essentiel de ces entreprises, n'ont pas un comportement différent de celui des autres domaines de l'économie.

En fait les deux branches qui croissent de la manière la plus régulière en termes de nombre d'entreprises dans les trois années sous revue sont les transports et la restauration, activités parmi les plus traditionnelles et omniprésentes dans toutes les sociétés humaines! On peut noter l'expansion régulière de la création d'[entreprises de 2 à 9 employés](#) et la dynamique de la démographie d'entreprises de la région lémanique, passant devant Zurich en 2015.

On peut imaginer que cette augmentation des petites entreprises est due à un

changement culturel dans la société. Autrefois beaucoup de jeunes rêvaient d'entrer chez Nestlé ou à UBS. Aujourd'hui, ils veulent créer leur boîte, quitte à devenir ensuite salariés si cela ne fonctionne pas. Il serait aussi intéressant de disposer de données sur le genre des entrepreneurs. Beaucoup de micro-entreprises sont créées par des femmes.

Il existe également une statistique des [entreprises à forte croissance](#), celles dont le nombre d'emplois offerts augmente de 10% par an pendant une période de trois ans. Elles représentent pas moins de 7,7% des sociétés suisses. Le secteur «*information et communication*» se trouve nettement en tête mais, en deuxième position, on trouve les activités immobilières, branche beaucoup plus traditionnelle. Si l'on examine toutes les entreprises suisses, et pas seulement celles en forte croissance, la création d'emplois la plus importante se fait dans les branches de la restauration et des transports.

Il suffit de parcourir nos villes pour observer à la fois le développement effréné de bars, de bistros et d'établissements publics qui se veulent tous plus

originaux les uns que les autres et... leur évaporation souvent tout aussi rapide. La statistique des [fermetures d'entreprises](#) fait surtout apparaître le nombre très élevé de disparitions parmi les activités scientifiques, loin, très loin devant les celles des commerces que tout promeneur peut constater de visu dans nos cités. Il est probable que d'innombrables sociétés technologiques disparaissent alors que peu d'entre elles réussissent. Par ailleurs, 2017 marque un nouveau record dans le [nombre de faillites](#).

Ces statistiques sont aussi passionnantes que difficiles à interpréter et il faut espérer que l'OFS soit en mesure d'apporter des précisions supplémentaires au fil des ans. De toute manière, la destruction massive des entreprises dans les secteurs de pointe est aussi ancienne que le capitalisme, voir les chemins de fer au 19e siècle. Et il y a probablement autant de faillites au sud de San Francisco qu'au bord du Léman. Mais il est vrai que nous n'avons pas chez nous - pour l'instant - de Mark Zuckerberg ou de Jeff Bezos et, tous comptes faits, nous ne le souhaitons pas vraiment.